

The background of the cover features a person lying in bed, seen from behind, holding a smartphone. The person is wearing a dark purple long-sleeved shirt. The scene is dimly lit with a teal or cyan tint. The person's legs are raised and bent at the knees. The overall mood is one of digital distraction in a domestic setting.

Michel
DESMURGET

LA FABRIQUE DU CRÉTIN DIGITAL

LES DANGERS DES ÉCRANS
POUR NOS ENFANTS

Un scientifique nous alerte !

Seuil

LA FABRIQUE DU CRÉTIN DIGITAL

Du même auteur

TV lobotomie

La vérité scientifique sur les effets de la télévision

Max Milo, 2011 ; J'ai Lu, 2013

L'Antirégime

Maigrir pour de bon

Belin, 2015 ; Pocket, 2018

L'Antirégime au quotidien

Comment maigrir pour de bon ? En trompant son cerveau !

Belin, 2017

Aux Éditions du Seuil

Philippe Bihouix et Karine Mauvilly

Le Désastre de l'école numérique

Plaidoyer pour une école sans écrans

2016

Karine Mauvilly

Cybermimalisme

Face au tout-numérique, reconquérir du temps,

de la liberté et du bien-être

2019

MICHEL DESMURGET

LA FABRIQUE DU CRÉTIN DIGITAL

LES DANGERS DES ÉCRANS
POUR NOS ENFANTS

ÉDITIONS DU SEUIL
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

Ouvrage publié sous la responsabilité de Catherine Allais

ISBN 978-2-02-142331-0

© Éditions du Seuil, septembre 2019

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

AVANT-PROPOS

Il ne faut point se rassurer en pensant que les barbares sont encore loin de nous ; car, s'il y a des peuples qui se laissent arracher des mains la lumière, il y en a d'autres qui l'étouffent eux-mêmes sous leurs pieds.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE,
historien et homme politique¹

La consommation récréative du numérique – sous toutes ses formes (smartphones, tablettes, télévision, etc.) – par les nouvelles générations est absolument astronomique. Dès 2 ans, les enfants des pays occidentaux cumulent chaque jour presque 3 heures d'écran en moyenne. Entre 8 et 12 ans, ils passent à près de 4 h 45. Entre 13 et 18 ans, ils effleurent les 6 h 45. Exprimé en cumul annuel, cela représente autour de 1 000 heures pour un élève de maternelle (soit davantage que le volume horaire d'une année scolaire), 1 700 heures pour un écolier de cours moyen (2 années scolaires) et 2 400 heures pour un lycéen du secondaire (2,5 années scolaires). Exprimé en fraction du temps quotidien de veille, cela donne respectivement un quart, un tiers et 40 %.

Loin de s'alarmer, nombre d'experts médiatiques semblent se féliciter de la situation. Psychiatres, médecins, pédiatres, sociologues, lobbyistes, journalistes, etc., multiplient les déclarations indulgentes pour rassurer parents et grand public. Nous aurions changé d'ère et le monde appartiendrait désormais aux bien nommés *digital natives*. Le cerveau même des membres de cette génération postnumérique se serait modifié ; pour le meilleur, évidemment. Il s'avérerait, nous dit-on, plus rapide, plus réactif, plus apte aux traitements parallèles, plus compétent à synthétiser d'immenses flux d'informations, plus adapté au travail collaboratif. Ces évolutions représenteraient, *in fine*, une chance extraordinaire pour l'école, un moyen unique de refonder l'enseignement, de stimuler la motivation des élèves, de féconder

leur créativité, de terrasser l'échec scolaire et d'abattre le bunker des inégalités sociales.

Malheureusement, cet enthousiasme général dissonne lourdement avec la réalité des études scientifiques disponibles. Ainsi, concernant les écrans à usage récréatif, la recherche met en lumière une longue liste d'influences délétères, tant chez l'enfant que chez l'adolescent. Tous les piliers du développement sont affectés, depuis le somatique, à savoir le corps (avec des effets, par exemple, sur l'obésité ou la maturation cardiovasculaire), jusqu'à l'émotionnel (par exemple, l'agressivité ou la dépression) en passant par le cognitif, autrement dit l'intellectuel (par exemple, le langage ou la concentration); autant d'atteintes qui, assurément, ne laissent pas indemne la réussite scolaire. Concernant cette dernière d'ailleurs, il apparaît que les pratiques numériques opérées dans la classe, à des fins d'instruction, ne sont pas elles non plus particulièrement bienfaisantes. Les fameuses évaluations internationales PISA^{*,**}, en particulier rapportent des résultats pour le moins inquiétants. Le père fondateur de ce programme admettait lui-même récemment, au cours d'une conférence, « [qu']au final, cela dégrade plutôt les choses² ».

À la lumière de ces antagonismes, il semble clair que certains acteurs du débat ici posé ne sont au mieux pas très compétents et au pire pas très loyaux. Dois-je m'inclure dans ce groupe défaillant ? On pourrait le penser tant mes amis médiatiques m'ont souvent reproché d'être paranoïaque, excessif, outrancier, alarmiste et partial. La mauvaise nouvelle, si ce tableau est vrai, c'est que je ne suis pas seul à divaguer. Parmi

* Tout au long de l'ouvrage, les notes destinées à clarifier certaines expressions ou abréviations inusuelles sont placées en bas de page et identifiées par des symboles (exemple¹). À l'inverse, les références bibliographiques sont regroupées en fin d'ouvrage et identifiées à l'aide de chiffres successifs : exemple¹ (= référence 1 dans la bibliographie finale), exemple^{1,3,5} (références 1, 3, 5), exemple²⁻⁷ (références 2 à 7), exemple^{1,2,4-7} (références 1, 2 et 4 à 7).

** Les études PISA (Programme for International Student Assessment) sont des études internationales réalisées sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elles comparent à périodes régulières et à partir de tests standardisés les performances scolaires des élèves de différents pays en mathématiques, langues et sciences.

mes collègues neuroscientifiques, ceux qui connaissent la littérature spécialisée discutée dans ce livre, mettent le même soin que moi à protéger leur descendance. En cette matière, ils ne font d'ailleurs que suivre l'édifiant exemple de nombreux cadres dirigeants de l'industrie du numérique, dont Steve Jobs, l'ex-mythique patron d'Apple³⁻⁴. Cela étant, il est possible aussi, évidemment, que le problème réside moins dans mon insanité supposée que dans le traitement public accordé au sujet. Ce ne serait pas la première fois que l'intérêt économique biaiserait l'information.

Alors, qui bluffe ; qui se trompe ; et où est la vérité ? Cette « révolution numérique » est-elle une chance pour la jeune génération ou une sombre mécanique à fabriquer des crétins digitaux ? C'est l'objet du présent ouvrage que d'essayer de le déterminer. Pour cela, nous commencerons, au sein d'un bref prologue, par poser les termes du débat. Nous montrerons alors, d'une part que tous les énoncés ne se valent pas (opinion et connaissance sont deux choses fondamentalement différentes) et d'autre part que la question de l'impact des écrans ne saurait se réduire à une simple histoire de « bon sens ». Ensuite, deux grandes parties seront abordées. Dans la première (intitulée « Homo mediaticus »), nous interrogerons en détail l'enthousiasme général des discours publics pour montrer que ces derniers reposent bien trop souvent, même lorsque l'on exclut les plaidoyers manifestement stipendiés, sur des bases étonnamment boiteuses et désinvoltes. Dans la seconde (titrée « Homo numericus »), nous proposerons une synthèse sinon exhaustive, du moins détaillée, des savoirs scientifiques disponibles quant à l'influence des écrans récréatifs sur le développement de l'enfant et de l'adolescent. Les effets sur la santé, le comportement et l'intelligence seront alors étudiés. Le sujet de la réussite scolaire sera lui aussi discuté – ce qui nous amènera à élargir brièvement le propos à la question des usages du numérique à l'école.

Une dernière remarque, avant de commencer. Le but ici n'est pas de dire à qui que ce soit ce qu'il doit faire, croire ou penser. Il n'est pas non plus de culpabiliser les parents ou de porter un

quelconque jugement critique sur leurs pratiques éducatives. Les pages qui suivent visent uniquement à offrir au lecteur une information aussi précise et loyale que possible; dût-elle être contrariante ou désobligeante. À chacun ensuite d'utiliser les éléments fournis comme il le veut ou le peut.

PROLOGUE

QUI CROIRE ?

Sans données, vous n'êtes qu'une personne de plus avec une opinion.

ANDREAS SCHLEICHER,
directeur de l'Éducation à l'OCDE¹

En matière d'usages du numérique, les discours offerts au grand public sont souvent contradictoires. Pour déplaisante qu'elle soit, cette cacophonie n'est en rien surprenante. Elle traduit une double réalité. Premièrement, l'intérêt économique : l'histoire récente nous a appris qu'appât du gain et loyauté dans le domaine de l'information faisaient rarement bon ménage. Tabac, médicament, alimentation, réchauffement climatique, amiante, pluies acides, etc., la liste est longue d'instructifs précédents. Deuxièmement, la nature « non sélective » du sujet : s'agissant des écrans, pas besoin d'avoir des connaissances pour émettre des opinions ; il est dès lors facile de baptiser « expert » le premier commentateur venu, surtout s'il est porteur d'un titre académique persuasif tel que psychologue, psychiatre, psychanalyste, médecin, professeur, chercheur, etc.

Dans ce contexte, l'incohérence qui semble caractériser le discours médiatique relatif aux écrans reflète moins la réelle hétérogénéité des savoirs scientifiques disponibles que la fiabilité vacillante des compétences interrogées. C'est l'objet du présent prologue que de le démontrer.

L'« enfant mutant » des armées propagandistes

D'abord, il y eut *habilis*, l'homme habile ; bipède émérite et premier maître des outils.

Ensuite, contemporain tardif d'*habilis*, émergea *ergaster*, l'homme artisan ; chasseur, cueilleur, conquérant du feu et migrateur frénétique.

Enfin parut *sapiens*, l'homme savant ; agriculteur, éleveur, bâtisseur, inventeur de l'écriture, des chiffres, du calcul et des mathématiques, père des Lumières, visiteur de la Lune, dompteur de l'atome, ciseleur de la Pietà, auteur des *Contemplations*, rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, concepteur de la montgolfière, des couches jetables et du stylo à bille.

Pour les paléontologues, l'affaire s'arrête là. Si vous voulez voir à *sapiens* un successeur, revenez dans quelques millions d'années nous disent ces tristes sires. Quelle ignominie ! Heureusement que demeurent ici-bas quelques esprits critiques et éclairés. Sans ces phares visionnaires, nous nous serions laissé bernier. Nous n'aurions pas vu se dérouler sous nos yeux inattentifs « l'une des plus immenses ruptures de l'histoire, depuis le Néolithique² ». Nous aurions raté « une vraie mutation anthropologique³ », que dis-je, « une révolution à l'échelle de l'humanité⁴ ». En un mot, nous serions restés aveugles au fulgurant avènement de *numericus*, l'homme numérique.

Dans la vaste littérature qui lui est désormais consacrée, ce prodige évolutif connaît différents noms. Certains, vernaculaires, sont joliment évocateurs : *millenials*⁵, *digital natives*⁶, *e-generation*⁷, *app generation*⁸, *net generation*⁹, *touch-screen generation*¹⁰ ou encore *Google generation*¹¹. D'autres, plus abstraits, se révèlent moins directement accessibles dans leur évocation quasi mystique des générations X, Y, Z, C, alpha ou lol¹²⁻¹⁶. Et que les esprits chagrins, surtout, retiennent leurs sombres flèches. Il faudrait être diablement mesquin pour voir dans cette extrême variété lexicale l'expression d'une quelconque faiblesse conceptuelle. La bigarrure du verbe ne fait ici que refléter l'ébouriffante finesse des notions explorées. Car, soyons en sûr, les preuves de l'émergence d'une nouvelle espèce sur l'arbre généalogique des hominidés sont désormais écrasantes.

Il a fallu des millions d'années pour arriver jusqu'à *sapiens*, mais aujourd'hui, par la grâce d'un véritable « tsunami numérique¹⁷ », les choses se sont grandement accélérées. Voilà notre lignée aux portes d'un nouvel horizon. « Jamais sans doute, nous expliquent ainsi les spécialistes du domaine, depuis que le premier homme a découvert comment utiliser un outil, le cerveau humain n'a été affecté aussi rapidement et aussi considérablement [...]. Le fait qu'il ait fallu si longtemps au cerveau humain pour développer une telle complexité rend l'actuelle évolution cérébrale sous l'effet de la haute technologie, sur une seule génération, absolument phénoménale¹⁸. » Eh oui ! Il faut le savoir, « nos cerveaux sont en train d'évoluer, juste maintenant, à une vitesse jamais vue dans le passé¹⁹ ». D'ailleurs, ne nous y trompons pas, nos enfants ne sont plus vraiment humains ; ils sont devenus des « extraterrestres²⁰ », des « mutants²⁰⁻²² ». « Ils n'ont plus la même tête [...], n'habitent plus le même espace [...], ne parlent plus la même langue². » Ils « pensent et traitent l'information de manière fondamentalement différente de leurs prédécesseurs⁶ ». « Nés avec une souris dans une main, un smartphone dans l'autre [...] ils sont multitâches, bricoleurs et zappeurs de génie³. » Leur « circuiterie neuronale est câblée pour les cyber-recherches à tir rapide¹⁸ ». Soumis à l'action bienfaisante des écrans de toutes sortes, leur cerveau « se développe différemment²³ ». Il n'a « plus la même architecture²⁴ » et se trouve désormais « amélioré, augmenté, bonifié, amplifié (et libéré) par la technologie²⁵ ». Ces changements sont tellement profonds et fondamentaux « qu'il n'y a absolument aucun retour en arrière possible⁶ ».

Il faut dire que les poussiéreux outils éducatifs du passé ne sont pas de taille à rivaliser avec la puissance du démiurge numérique. Les médias nous le rappellent à longueur d'articles, de reportages et d'interviews. Maintenant qu'a été « balayée la dangerosité des écrans²⁶ », la vérité peut émerger. « Les écrans sont bons pour les enfants²⁷ » ; « Les jeux de tir [comme *Call of Duty*] sont bons pour le cerveau²⁸ » ; « Jouer sur une tablette, c'est bon pour les bébés²⁹ » ; les jeux vidéo, même les plus violents, « améliorent la pensée critique et la compréhension en

lecture³⁰ » ; chez les tout-petits, la télévision est « une incontestable ouverture sur le monde [et] une alliée de l'imagination³¹ » ; sur le plan scolaire « avec les outils numériques, nos enfants vont gagner en confiance, acquérir le goût de la solidarité et du travail en groupe. Ils vont sortir de l'école avec cette soif d'apprendre et de savoir, qui devrait être un des objectifs premiers de notre système éducatif²⁰ ». D'ailleurs, dans les villages les plus reculés d'Éthiopie, des enfants illettrés munis de tablettes « parviennent à apprendre à lire sans aller à l'école, tandis qu'à New York, d'autres n'arrivent pas à ce niveau alors qu'ils vont à l'école³² ».

On pourrait, sans difficulté, sur des centaines de pages, continuer l'égrènement de ces dithyrambes emphatiques. La liste serait alors d'autant plus simple à dérouler que nulle terre, ici-bas, n'échappe à la coulée élogieuse ; de l'Europe, à l'Amérique, en passant par l'Asie ou l'Australie, le discours demeure partout le même : pour nos enfants, l'avènement du numérique est une bénédiction quasi divine. Le doute n'est plus permis qu'aux esprits malades et pernicioeux tant « les preuves suggèrent, dans leur globalité, que cette génération est la plus intelligente de tous les temps³³ ».

Les voix de la discorde

Pourtant, il faut avec tristesse le constater, quelques cerveaux aigris persistent encore, contre toute logique apparente, à réfuter les commandements hagiographiques du nouvel évangile numérique. Inexplicablement, cette engeance contestataire recrute bien au-delà des cercles décérébrés. Elle comprend en son sein nombre d'âmes éduquées : Prix Nobel de littérature³⁴, journalistes³⁵⁻³⁶, professeurs d'université³⁷⁻³⁸, psychiatres³⁹⁻⁴⁰, docteurs en psychologie⁴¹⁻⁴², chercheurs en neurosciences⁴³⁻⁴⁴ et cliniciens de terrain (médecins, orthophonistes, psychologues, etc.)⁴⁵⁻⁴⁶. Après avoir, pour la plupart, jeté un coup d'œil détaillé à la littérature disponible, ces gens nous expliquent que la génération contemporaine est bien « la plus bête³⁷ » ; que l'actuelle « démence digitale [est...] »

un poison pour les enfants⁴⁷ » ; que les écrans sont « mauvais pour le développement cérébral⁴⁸ » ; que « les nouvelles technologies nous polluent⁴⁹ » et « mettent le cerveau dans une situation permanente de multitâche pour laquelle il n'est pas conçu⁵⁰ » ; que les adeptes du Net « savent plus et comprennent moins³⁸ » ; que, « non, les enfants éthiopiens n'apprennent pas à lire seuls avec des tablettes⁵¹ » ; que non, la distribution frénétique d'ordinateurs portables aux gamins des pays en développement « n'améliore pas leurs compétences en lecture ou mathématiques⁵² » ; que oui, le numérique à l'école est un « désastre⁵³ », « un canular à 60 milliards de dollars⁵⁴ » qui « n'améliore pas les résultats des élèves⁵⁵ » ; et que, toujours, « les nouvelles technologies génèrent un optimisme et une exubérance à la fin anéantis par des réalités décevantes⁵⁶ ».

Confrontés à ces observations, certains particuliers et acteurs institutionnels choisissent de prendre des mesures prophylactiques. Ainsi, par exemple, en Angleterre, les principaux de plusieurs collèges ont dernièrement menacé d'envoyer la police et les services sociaux dans les foyers qui laisseraient leur progéniture jouer à des jeux vidéo violents⁵⁷. À Taïwan, pays dont les écoliers sont parmi les plus performants de la planète⁵⁸, une loi prévoit de fortes amendes pour les parents qui laissent les enfants de moins de 24 mois utiliser quelque application numérique que ce soit et ne limitent pas suffisamment le temps d'usage des 2 à 18 ans (l'objectif affiché étant alors de ne pas dépasser 30 minutes consécutives)⁵⁹. Aux États-Unis, des écoles initialement en pointe dans la distribution d'ordinateurs aux élèves ont, il y a déjà dix ans (!), choisi de faire brutalement volte-face devant l'absence de résultats probants⁶⁰. Ainsi, par exemple, selon les termes du président du conseil des établissements d'un district new-yorkais qui s'était précocement lancé dans l'aventure numérique « après 7 ans, il n'y avait littéralement aucune preuve d'impact sur les résultats des étudiants – aucune [...]. C'est une distraction dans le processus éducatif ». Toujours aux États-Unis, nombre de cadres dirigeants des industries digitales font d'ailleurs très attention à protéger leurs enfants des divers « outils numériques » qu'ils

vendent et développent⁶¹. Ces *geeks* sont également nombreux à inscrire leur descendance dans de coûteuses écoles privées dépourvues d'écrans⁶². Comme l'explique l'un de ces visionnaires de la Silicon Valley, « mes enfants [6 et 17 ans] nous accusent ma femme et moi d'être des fascistes et d'être outrageusement préoccupés par la technologie, et ils disent qu'aucun de leurs amis n'a les mêmes règles. C'est parce que nous avons vu de première main les dangers de la technologie [...]. Je ne veux pas que cela arrive à mes enfants ». Conclusion du journaliste, docteur en sociologie, Guillaume Erner dans le *Huffington Post* : « La morale de l'histoire, la voilà. Livrez vos enfants aux écrans, les fabricants d'écrans continueront de livrer leurs enfants aux livres⁶³. »

La stratégie du doute

Alors qui croire ? À qui se fier ? Faut-il faire confiance aux déplaisantes mises en garde des « alarmistes digitaux⁶⁴ » ou s'en remettre aux discours lénifiants des « commis voyageurs de l'industrie numérique⁶⁵ » ? Indétermination d'autant plus douloureuse que plusieurs facteurs convergent pour empêcher le citoyen ordinaire de se forger aisément, par lui-même, une opinion compétente sur le sujet. Citons en quatre, parmi les plus importants. Premièrement, les outils méthodologiques et statistiques utilisés dans ce domaine de recherche sont souvent loin d'être triviaux. Deuxièmement, l'effroyable masse des travaux pertinents (au bas mot plusieurs milliers) a de quoi refroidir les enthousiasmes les plus véhéments. Troisièmement, la majorité des études dignes de ce nom est publiée dans des revues de recherche internationales anglophones et il est donc nécessaire de maîtriser l'anglais pour accéder à l'information. Enfin, quatrièmement, la littérature scientifique n'est pas bon marché* – contrairement à

* Universités et instituts de recherche dépensent chaque année plusieurs dizaines de millions d'euros pour permettre à leur personnel d'interroger cette littérature.

la fable selon laquelle, par la grâce d'Internet, « désormais, tout le savoir est accessible à tous² ».

C'est cette extrême difficulté à réunir, comprendre et synthétiser la connaissance scientifique disponible qui rend critique, pour l'individu ou le parent lambda, la question de la crédibilité des sources informatives. On peut bien sûr évacuer le sujet en arguant que la science n'a rien à faire là-dedans, que les études se contredisent les unes les autres, que les scientifiques sont tous plus ou moins vendus à divers intérêts financiers et que, de toute façon, ma bonne dame, les chiffres, c'est bien connu, on peut les manipuler comme on veut. Prenez, par exemple, Vanessa Lalo, « psychologue du numérique⁶⁶ », apologiste zélée des bienfaits du jeu vidéo⁶⁷ et contributrice assidue au débat médiatique⁶⁸. Pour cette « chercheuse » autoproclamée^{*},⁶⁹, « l'enfant et les écrans, c'est avant tout une question de bon sens⁷⁰ » ; et ce d'autant plus que, d'après elle, l'intérêt des recherches académiques et scientifiques irait, en ce domaine, du risible au navrant. Une position clairement explicitée à la fin d'une conférence publique⁷¹ en réponse aux interrogations troublées d'un auditeur qui s'émouvait (citation scientifique à l'appui) d'une certaine divergence entre le ton pour le moins émollient du discours qui venait de lui être tenu et la sombre réalité des données académiques disponibles. Selon M^{me} Lalo : « Vous savez, moi j'ai travaillé pas mal dans la recherche, je sais qu'on fait dire ce qu'on veut à une recherche, on fait dire ce qu'on veut à des chiffres et du moment qu'on est payé par quelqu'un et qu'on fait un protocole, on sait d'avance quel va être le résultat de notre recherche. Donc concrètement moi les recherches j'arrête de les lire, elles me font rire, des fois elles me navrent, souvent elles me navrent, mais je crois qu'il faut arrêter de se reporter comme ça à l'extérieur, il faut penser

* Sur le site internet de M^{me} Lalo (vanessalalo.com, visite du 30 mai 2019), les sections « Articles & Travaux » et « Parcours » mentionnent deux mémoires de master 2, mais aucun travail doctoral de formation à la recherche, ni affiliation académique. Une recherche menée à la même date par nom d'auteur dans plusieurs bases de données scientifiques majeures en sciences humaines, sciences du comportement, neurosciences et psychologie (Pubmed, Web of Science, psycINFO ou ASC) ne donne aucun résultat.

soi-même. » Pas mal, avouons-le, pour une personne qui se dit elle-même « chercheuse ».

Assurément, les commentaires de M^{me} Lalo sur la nature du savoir scientifique sont suffisamment désolants pour ne mériter que silence et indifférence. Le problème c'est que, à force d'être négligé, ce genre de bêtise – que l'on retrouve, nous le verrons tout au long du présent ouvrage, chez nombre d'autres « experts » – finit par rayonner bien au-delà de ses cercles initiaux ; et progressivement, porté par l'exacerbation de la répétition, ce qui n'aurait dû n'être qu'une ineptie sporadique en vient à constituer une idéologie profuse. Alors tâchons d'être clair une fois pour toutes. Oui (!), on peut dire n'importe quoi en outrepassant les conclusions et résultats d'une étude bien conduite ; on peut dire n'importe quoi en s'appuyant sur des travaux méthodologiquement inacceptables ; on peut dire n'importe quoi en inventant des données qui n'existent pas ; on peut dire n'importe quoi en s'abritant derrière les conclusions iconoclastes d'une étude cinq cents fois contredite ; on peut dire n'importe quoi en diffamant un travail auquel on n'a rien compris (ou rien voulu comprendre) ; on peut dire n'importe quoi en arguant que la nature multifactorielle et pluridéterminée d'un phénomène empêche toute enquête crédible ; on peut. Cependant, dans tous ces cas, ce n'est pas l'outil scientifique en tant que tel qui est à questionner, mais bien la crédibilité des gens qui en dénaturent l'usage par ignorance et/ou malhonnêteté. En d'autres termes, le fait que n'importe qui puisse produire une absurdité pseudo-scientifique à des fins délusoires ou par inaptitude ne disqualifie en rien la pertinence des travaux rigoureusement et loyalement réalisés par des chercheurs compétents. Comme l'écrivait Georges Braque, immense artiste et père du cubisme, « la vérité existe. On n'invente que le mensonge⁷² ».

Aimable coïncidence : à l'époque où Braque publiait son propos, l'art du mensonge négationniste, institutionnellement organisé et méthodiquement propagé, prenait son plein envol aux États-Unis sous l'aile bienveillante des géants de l'industrie du tabac. L'approche se révéla redoutablement efficace par sa

capacité à trahir le réel et remettre en cause les faits scientifiques les plus solidement établis⁷³⁻⁷⁶. Si efficace, en fait, que nombre d'autres filières l'ont depuis adoptée et généralisée aux champs du médicament, de la santé mentale, du réchauffement climatique ou encore de l'alimentation^{73, 76-84}. Ce dernier domaine, par exemple, s'est récemment distingué sur la question du sucre⁸⁴. Durant des années les industriels ont « payé des scientifiques pour masquer le rôle du sucre dans les pathologies cardiaques⁸⁵ », n'hésitant pas au besoin à détruire sans le moindre scrupule la réputation des chercheurs qui avaient osé, les premiers, dénoncer le problème⁸³. Et la mascarade continue. En France, depuis 2010, Coca-Cola a dépensé des millions d'euros auprès des « professionnels de santé et chercheurs pour faire oublier les risques liés à ses boissons⁸⁶ ».

Le protocole suit à peu près toujours la même trajectoire : d'abord nier ; puis, quand cela devient vraiment trop difficile, minimiser, crier au loup contre la culpabilisation des usagers, en appeler à la liberté du consommateur, louer le sens commun (ce prétendu garde-fou salvateur au réductionnisme scientifique), dénoncer des campagnes excessives, alarmistes, réactionnaires, moralisatrices ou totalitaristes et, surtout, ultimement, susciter le doute sur la validité, la probité et la cohérence des résultats malencontreux. Au final, pour les mastodontes de l'industrie, peu importe l'ampleur des forfaitures à mettre en œuvre ; seul compte l'accroissement du profit.

Comme l'ont confirmé plusieurs procès récents, experts et journalistes tiennent une place centrale dans cette course au cynisme. Le travail remarquablement étayé de Naomi Oreskes et Erik Conway ne laisse aucun doute sur ce point⁷³. Pour ces historiens des sciences, « il est patent que les médias présentèrent le débat scientifique sur le tabac comme encore ouvert, bien après que les scientifiques eurent considéré qu'il était tranché [...]. Un phénomène similaire accompagna les pluies acides dans les années 1990, les médias faisant leur l'idée que leurs causes n'étaient pas encore établies – plus de dix ans après que cela ne soit plus vrai [...] Jusqu'à récemment, les principaux

médias présentèrent le réchauffement climatique comme une question féroce­ment débattue – douze ans après que le président George H. W. Bush eut signé la convention-cadre de l'ONU sur le changement climatique et vingt-cinq ans après que l'Académie des sciences des États-Unis eut annoncé pour la première fois qu'il n'y avait pas lieu de douter qu'un réchauffement climatique était provoqué par l'utilisation des combustibles fossiles par l'homme ».

Évidemment, cela ne signifie pas que les journalistes sont tous vendus ou partisans. Beaucoup se trompent de bonne foi, mystifiés par des experts douteux, porteurs de titres rassurants, mais dotés d'une probité flageolante. Rien n'est plus difficile pour un non-spécialiste, aussi rigoureux soit-il, que de distinguer l'honnête homme du tartufe inféodé. Il serait d'autant plus malhonnête de le nier que les médias ont souvent contribué, de manière décisive, à la dénonciation de scandales sanitaires naissants ou avérés (Mediator⁸⁷, sang contaminé⁸⁸, etc.). La récente affaire dite des « implants médicaux » l'illustre parfaitement. Plus de deux cent cinquante journalistes issus de trente-six pays ont démontré, au prix d'un travail considérable, l'in vraisemblable légèreté avec laquelle certaines autorisations de mise sur le marché étaient octroyées, par les autorités compétentes, pour ces dispositifs (prothèses mammaires, pompes à insuline, implants vaginaux, etc.); légèreté qui s'est révélée calamiteuse pour la santé des utilisateurs⁸⁹⁻⁹⁰.

Il faut également reconnaître ici, à la décharge des médias, que certaines sources ne sont pas faciles à ignorer. Un récent opuscule, publié sous l'égide des académies françaises des sciences, de médecine et des technologies (excusez du peu), en fournit un remarquable exemple⁹¹. Le document, de vingt-six pages, est un « Appel à une vigilance raisonnée sur les technologies numériques ». Il « repose, nous dit l'immunologiste qui en a assuré la coordination, sur les compétences de fond des membres du groupe de travail, qui ont utilisé la littérature, et les auditions d'une quinzaine de personnes⁹² ». L'une d'entre elles (un pédopsychiatre) s'étonna cependant, après publication, de

« l'extrême prudence des académies, qui ne veulent pas diaboliser le produit et qui frise la pusillanimité⁹² ». Pas de quoi ébranler notre immunologiste pour lequel ce document incarne « une réflexion basée sur des faits⁹² ». Et c'est bien là que le bât blesse. En effet, de ces supposés faits, rien n'est dit. Pas une référence n'est apportée. Aucune étude n'est mentionnée. La crédibilité du texte repose exclusivement sur l'autorité scientifique des académies signataires. Or, encore une fois, si l'on peut, s'agissant de santé publique, extraire une certitude des déconvenues passées, c'est bien qu'il est extrêmement hasardeux, que l'on soit journaliste ou simple citoyen, d'accorder sa confiance aux purs arguments d'autorité, fussent-ils portés par des institutions officielles. Concernant le présent « appel », par exemple, pourquoi ne pas permettre au lecteur d'interroger les sources des affirmations produites si, comme on prend soin de nous le dire, « les faits présentés dans le texte correspondent à des références bibliographiques précises » ? Clairement, nous quittons ici le rassurant espace des faits pour gagner les dangereux marécages de la foi. Dès lors, en dernière analyse, peu importe que le travail produit soit bon ou mauvais, intègre ou partial. Ce qui compte, c'est qu'il réclame du lecteur une confiance aveugle en l'intégrité et la compétence des rédacteurs. Ce seul point, par principe, devrait conduire médias et grand public à considérer le présent document de nos académies – et toute production du même genre, d'où qu'elle vienne et sur quelque domaine qu'elle porte – avec la plus extrême suspicion.

Science et opinion ne se valent pas

Évidemment, indépendamment de nos savoirs scientifiques particuliers, nous sommes tous enclins et fondés à posséder des « opinions ». Par nature, ces dernières émergent de l'expérience personnelle. Elles reflètent la tendance fondamentale du cerveau humain à organiser ses vécus ordinaires en un système de croyances ordonnées⁹³. Le problème surgit quand certains finissent par voir dans ces croyances une marque d'expertise.

En effet, il existe clairement, comme le soulignait déjà le philosophe Gaston Bachelard il y a plus de soixante ans, une « rupture entre connaissance commune et connaissance scientifique⁹⁴ ». La première se fonde sur des ressentis subjectifs, quand la seconde s'appuie sur des faits contrôlés. Ainsi, par exemple, j'ai moi-même des opinions sur tout : le réchauffement climatique, les bienfaits de l'homéopathie, les visions de Bernadette Soubirou, l'Immaculée Conception ou les implications phénoménologiques de la théorie quantique. Ces opinions ont assurément toute leur place au café du commerce ; mais elles n'ont strictement rien à faire dans l'espace de l'information publique ou le champ des décisions politiques. Y a-t-il des données, d'où viennent-elles, sont-elles fiables, que disent-elles, quelle est leur cohérence, quelles sont leurs limites, etc. ? L'expert, le vrai, c'est celui qui, connaissant l'état de la recherche scientifique, sait répondre à ces questions.

Dès lors, les choristes du mot creux doivent être pris pour ce qu'ils sont : des vendeurs de vent. Et que l'on ne me dise pas qu'il y a quelque arrogance à affirmer cela. Car la véritable arrogance, c'est de se dire « expert » en n'ayant rien d'autre dans sa besace intellectuelle que quelques jugements lacunaires et partiels. L'arrogance, par exemple, c'est d'affirmer doctement que « l'élément défouloir et catharsis [*sic*] du jeu vidéo est très important pour les jeunes⁹⁵ » alors que les centaines d'études réalisées sur le sujet depuis des décennies ont toutes infirmé l'hypothèse cathartique⁹⁶⁻¹⁰⁰. L'arrogance (oserais-je dire le mépris), c'est d'affirmer, lorsqu'un journaliste vous demande si la télévision nuit au sommeil, « [qu'] aucune étude ne le prouve vraiment¹⁰¹ » puis de cosigner dix-huit mois plus tard un rapport académique démontrant le contraire (sur la base d'études déjà disponibles lors de la première prise de position négative)¹⁰². L'arrogance, au fond, c'est, pour un sujet donné, de se draper dans les atours de la connaissance et de l'autorité, sans considérer l'état d'avancement des recherches disponibles. L'arrogance, c'est de faire passer pour de l'expertise un simple ramassis d'opinions personnelles.

Bien sûr, dans nombre de cas, le « spécialiste » médiatique préférera parler de « bon sens » plutôt que d'opinion. Malheureusement, cette variante sémantique ne change rien au problème. En effet, le bon sens souffre des mêmes infirmités chroniques que l'opinion. C'est sur ses cendres que s'est constituée la science¹⁰³. Le bon sens, c'est ce qui nous dit que la Terre est plate et immobile. Il est l'intelligence de l'ignorant ; une intelligence de première intention, forcément trompeuse et mutilée. Affirmer le contraire, c'est omettre tant la complexité du monde que la grossière partialité des perceptions individuelles. Le bon sens ne vous dira pas, par exemple, que consommer des produits *light* augmente le risque d'obésité¹⁰⁴. Il ne vous dira pas non plus que l'eau chaude gèle parfois plus vite que l'eau froide¹⁰⁵. Sur le sujet des écrans qui nous concerne ici, le bon sens ne vous permettra pas de découvrir que la pratique d'un jeu vidéo d'action après les devoirs scolaires altère le processus de mémorisation¹⁰⁶, au même titre que l'exposition répétée aux radiofréquences émises par les téléphones portables¹⁰⁷. Et, pour prendre un dernier exemple, ce cher bon sens oubliera également de vous dire que l'omniprésence des contenus violents à la télévision reflète non l'appétence supposée du spectateur pour la douleur et l'amertume, mais une volonté commerciale délibérée : en stressant le cerveau, ce type de contenus favorise fortement la mémorisation des pauses publicitaires qui accompagnent nos programmes^{100, 108-109}. C'est sans doute là, d'ailleurs, le genre de manipulation dont parlait Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, lorsqu'il expliquait il y a quelques années que son métier consistait à « préparer » le cerveau et à le rendre « disponible » entre deux messages commerciaux¹¹⁰. L'idée n'est pas nouvelle. Il y a soixante ans déjà, l'écrivain Aldous Huxley la dénonçait dans son *Retour au meilleur des mondes*, arguant « qu'en provoquant délibérément la peur, la colère ou l'anxiété, on augmentait notablement la vulnérabilité de l'animal aux suggestions¹¹¹ ».

Bref, convoquer le bon sens pour offrir une crédibilité de façade à de simples opinions intuitives constitue une pure escroquerie intellectuelle. Encore une fois, il est absolument légitime d'avoir

des opinions et d'en discuter avec qui bon nous semble. Ce qui est inacceptable, c'est de confondre opinion, bon sens et expertise. L'expert, n'en déplaît aux démagogues et pourfendeurs de l'élitisme, c'est celui qui maîtrise les savoirs fondamentaux de son champ d'intérêt. Il faut « penser soi-même » nous dit Madame Lalo. Qui en doute ? Toutefois, pour livrer ne serait-ce qu'un embryon de pensée pertinente, encore faut-il avoir des connaissances précises sur lesquelles s'appuyer. Penser dans le vide, ce n'est pas penser, c'est divaguer. Comment quelqu'un pourrait-il, par exemple, parler avec intelligence du réchauffement climatique s'il ne sait rien des sciences du climat ? L'idée même est absurde. Avant de révolutionner leur domaine, Picasso, Newton, Einstein, Kepler, Darwin ou Wegener ont passé des décennies à digérer les travaux de leurs prédécesseurs. C'est ce patient labeur, et lui seul, qui leur a permis tout d'abord de penser, ensuite de penser par eux-mêmes et enfin de penser autrement. Newton ne disait-il pas que s'il avait vu plus loin que ses contemporains, c'était justement parce qu'il s'était juché sur les épaules des géants qui l'avaient précédé ?

Trop c'est trop !

Alors oui, j'en ai assez de ces spécialistes autoproclamés qui saturent l'espace médiatique de leur verbiage inepte. J'en ai assez de ces lobbyistes abjects, déguisés en experts, qui nieraient jusqu'à la sphéricité de la Terre si cela pouvait servir leur carrière et engraisser leurs intérêts. J'en ai assez de ces journalistes inconséquents qui tendent plumes et micros vers le premier hâbleur venu, sans se demander si ce dernier connaît effectivement le sujet dont il parle. La structure mentale des pervers narcissiques, le potentiel cancérigène des lignes à haute tension, l'arrivée du compteur électrique « intelligent », l'impact du divorce sur l'énurésie infantile, le traumatisme de l'acné chez l'adolescent au temps des réseaux sociaux, l'influence du passage à l'heure d'été sur l'appétit ou la réforme des rythmes scolaires sont autant de

sujets pour lesquels on a cru bon de me solliciter... alors qu'ils sont totalement étrangers à mon domaine de compétence*, chacun peut le vérifier en quelques clics.

Ô oui, j'en ai assez ! Assez de voir l'intérêt des enfants constamment piétiné par la cupidité économique. Assez que prime à ce point l'appât du gain sur le bien collectif. Assez que soit dénié aux parents le droit élémentaire à une information juste et honnête. Assez que l'écho médiatique offert aux porte-voix des enthousiasmes lobbyistes brouille à ce point la netteté du message scientifique. Surtout, n'allez pas voir en ces propos le fruit de je ne sais quelle paranoïa obsidionale ou complotiste. Ce serait un peu court. En effet, dans nombre de domaines sensibles déjà évoqués, on a vu les divergences entre discours médiatique et savoir scientifique se creuser brutalement dès que sont apparues les premières recherches susceptibles de conduire le législateur à l'action^{73, 76-82, 84}.

Alors que faire ? Plusieurs options sont possibles. Trois ne correspondent pas à l'optique de ce livre.

(1) Il n'est pas question de réclamer ici que soit encadrée la liberté de la presse, des médias ou des producteurs de contenus (films, dessins animés, etc.). Chacun écrit, pense et crée ce qu'il veut (ou peut) ; même s'il serait assurément souhaitable que nos amis journalistes soient un peu plus regardants quant à l'intégrité et aux compétences de leurs « experts ».

(2) Il n'est pas question, non plus, d'en appeler au corps législatif pour interdire ou restreindre l'usage de la télévision, des tablettes, des jeux vidéo ou autres outils numériques**. Chacun élève (quel joli mot quand on y pense !) ses enfants selon les pratiques qui lui paraissent pertinentes et, à titre personnel, je

* La palme revient, je crois, à ce journaliste d'une grande radio nationale avec lequel j'avais échangé des mois auparavant sur la question des images violentes et qui, en 2013, voulut m'interroger, « à chaud », au sujet de l'attentat du marathon de Boston et de la fusillade qui avait alors eu lieu au sein du MIT. Un peu surpris, je lui demandai ce que je venais faire là-dedans. Il me répondit que je connaissais forcément les lieux (j'avais, des années auparavant, étudié au MIT) et que « donc » mon avis aiderait les auditeurs à mieux comprendre le déroulement de la traque ! *No comment*.

** Hormis, sans doute, si cet usage implique, pour l'enfant, une exposition à des contenus « préjudiciables » susceptibles d'accroître certains risques sanitaires. Voir la seconde partie.

trouverais insupportable et déplacé que quiconque vienne se mêler de mes choix éducatifs. Reconnaissons toutefois que cette position de principe peut être discutée. Taïwan, par exemple, a choisi, nous l'avons vu, la voie législative pour protéger ses enfants mineurs. Si on peut douter de l'efficacité de cette approche, on ne peut remettre en cause sa forte valeur symbolique.

(3) Il n'est pas question, enfin, de plaider pour que soient diligentées des poursuites judiciaires contre les industriels du numérique, au motif que certains commercialisent des produits qu'ils savent délétères; même si cette sympathique idée a déjà été proposée pour la télévision¹¹² et mise en œuvre dans certains cas particuliers par nos amis américains. Une anecdote est à ce titre révélatrice. Elle remonte à une dizaine d'années, lorsque la société Disney a été menacée de poursuites judiciaires « pour pratiques déloyales et trompeuses » au motif que la société avait argué, de manière fallacieuse, du caractère éducatif de ses vidéos *Baby Einstein*. Disney, qui avait déjà accepté sous le poids de précédentes pressions de retirer le mot « éducatif » de son discours marketing, consentit alors à rembourser tous les parents qui avaient acquis les produits incriminés¹¹³. Comme l'indique Vicky Rideout, ancienne vice-présidente de la Kaiser Family Foundation, alors qu'émergeaient les déboires de Disney, « un grand nombre de compagnies sont devenues plus prudentes quant à leurs affirmations [...]. Mais même si le mot "éducation" n'est pas présent, il y a une claire implication de bénéfices éducatifs dans une grande part du marketing [...]. Mon impression est que les parents croient vraiment que ces vidéos sont bonnes pour les enfants, ou à l'extrême, pas vraiment mauvaises¹¹³ ». C'est bien là le scandale... Comment des parents peuvent-ils encore penser, après cinquante ans de recherches convergentes, que ce genre de produit a des effets positifs sur le développement de l'enfant ?

Cette dernière interrogation ouvre la voie à une quatrième proposition semble-t-il plus prometteuse : informer ! L'idée n'est alors plus de contrôler, de légiférer, d'interdire ou de menacer, mais d'alerter et de communiquer. Il faut dénoncer ouvertement les discours fallacieux des lobbyistes stipendiés. Il faut dire aux

parents, aux journalistes, aux citoyens, aux responsables politiques ce qu'est l'état exact du savoir disponible. Dire certes les zones d'ombre, mais aussi (il y en a plus qu'on ne croit), les espaces de certitude. Bien sûr certains refuseront de considérer les faits alors mis en avant, par conviction, obstination, malhonnêteté ou intérêt, mais j'ai la faiblesse de croire que ce ne sera pas la majorité. J'ose espérer que le corps social s'avère, dans son ensemble, au-delà des divergences qui le traversent, attentif au devenir de ses enfants car, comme l'écrivait joliment Neil Postman il y a plus de trente ans, « les enfants sont le message vivant que nous envoyons à un futur que nous ne pourrions voir¹⁴ ».

Mais, peut-être suis-je en cet espoir un peu naïf. La pensée m'est venue récemment, suite à un bref échange que j'ai eu avec une personnalité politique française porteuse de mandats nationaux. À sa décharge, l'homme sortait d'un buffet où il n'avait apparemment pas consommé que de l'eau claire. On dit que l'alcool désinhibe, ce n'est sans doute pas faux. Après quelques bla-bla d'usage sur les bienfaits du numérique, la discussion s'est à peu près passée de la façon suivante*.

« Moi : Toutes les études montrent un affaissement majeur des compétences cognitives de ces jeunes, depuis le langage jusqu'aux capacités attentionnelles en passant par les savoirs culturels et fondamentaux les plus basiques. Et la numérisation de l'école, on le sait avec les études PISA notamment, ne fait qu'aggraver les choses.

— Lui : On parle d'économie de la connaissance, mais c'est minoritaire. Plus de 90 % des emplois de demain seront peu qualifiés, dans l'aide à la personne, les services, le transport, le ménage. Il ne faut pas, pour ces emplois, des gens trop éduqués.

— Moi : Alors pourquoi les emmener tous à Bac + 5 si c'est pour qu'ils finissent vendeurs chez Décathlon ?

* J'avais pris soin de retranscrire par écrit cet échange stupéfiant juste après son achèvement. Il est clair cependant que cette restitution différée ne correspond pas exactement, mot pour mot, aux termes employés (hormis pour quelques expressions particulièrement saillantes : « Il ne faut pas, pour ces emplois, des gens trop éduqués », « c'est pour amuser la galerie »). Elle rend toutefois fidèlement compte des arguments développés et du fond de la discussion.

— Lui : Parce qu'un étudiant ça coûte moins cher qu'un chômeur et c'est socialement plus acceptable. On connaît tous le niveau de ces diplômés. C'est pour amuser la galerie. Il ne faut pas être naïf ; et puis, plus on les garde longtemps à l'université et plus on économise sur les retraites* »

J'ose espérer qu'il ne s'agissait là que d'une stupide bravade. J'ai vraiment du mal à croire, en effet, je l'avoue, à une volonté délibérée d'abêtissement des masses. Mais pourquoi pas. Après tout, comme le disait Jean-Paul Marat, « pour enchaîner les peuples, on commence par les endormir¹⁵ »... Et quel meilleur somnifère, à n'en pas douter, que cette orgie d'écrans récréatifs qui, nous allons le voir en détail, ronge les développements les plus intimes du langage et de la pensée. Cependant, à titre personnel, l'hypothèse économique, évoquée ci-dessus pour expliquer certains scandales sanitaires majeurs du passé me semble, ici aussi, bien plus plausible que la théorie politique d'une bêtification planifiée. À chacun d'en juger.

* L'idée voulant alors, je suppose, que plus les étudiants sortent tard de l'université (si possible au-delà de 25 ans) et plus il leur sera difficile d'empiler les 42 annuités aujourd'hui réglementaires.

PREMIÈRE PARTIE

HOMO MEDIATICUS

La construction d'un mythe

Un [bon] menteur commence par faire que le mensonge paraisse une vérité, et il finit par faire que la vérité semble un mensonge.

ALPHONSE ESQUIROS, poète et écrivain¹

Il y a quelques années ma fille m'a demandé ce qu'était un oxymore. Lorsqu'elle m'a posé la question, je venais de lire, sous la superbe plume de Carlos Ruiz Zafón, la phrase suivante : « L'incompétent se présente toujours comme expert². » Quelle aubaine avais-je alors pensé, « l'expert incompetent », voilà bien un formidable oxymore. Malheureusement, je ne suis pas certain que la même idée me viendrait aujourd'hui. En effet, lorsque j'entends certains « spécialistes » déverser leur effarante rhétorique pseudo-scientifique dans des médias de premier plan, j'avoue que j'ai beaucoup de mal à discerner la compétence derrière le label d'expertise. Il semble même parfois, pour qui suit de près ces débats, que plus un « expert » multiplie les témoignages irrécusables de son impéritie et plus il attire micros et caméras.

« Homo mediaticus » est l'enfant de ces dérives. Littéralement, il est l'incarnation médiatique de nos progénitures. Une incarnation, hélas, terriblement trompeuse. C'est en tout cas ce que nous essayerons de démontrer au sein de la présente partie. Mediaticus est une chimère. Son image est partout, son existence nulle part. Il est une illusion de plein droit, un mythe fantasmé, patiemment construit à coups d'affirmations gratuites et fallacieuses. Bien sûr, nous ne pourrions ici aborder ces dernières de manière exhaustive. La masse de contrevérités publiées chaque jour sur le sujet rendrait la tâche par trop titanique. Nous nous focaliserons sur quelques exemples représentatifs, choisis pour leur capacité à illustrer la nature du problème et la pluralité de ses physionomies. Un triple objectif sera alors poursuivi.

Premièrement, établir le criant manque de rigueur, de compétence, de professionnalisme, d'équilibre, de neutralité et/ou d'honnêteté (pas toujours facile d'arbitrer entre ces différentes options) de divers relais médiatiques supposément qualifiés, qu'ils soient universitaires, médecins, journalistes, politiques, lobbyistes ou psychologues. Deuxièmement, dénoncer sur le fond certains discours et mythes autour du numérique, dont l'habillage patelin cache ingénieusement la nature délusoire. Troisièmement, offrir au lecteur des outils concrets d'évaluation grâce auxquels il pourra alimenter sa vigilance critique et, ainsi, se protéger (au moins partiellement) des maquignonnages les plus grossiers.

La démarche pourra parfois paraître abrupte. Je le déplore mais l'assume car il ne s'agit ici que de nommer la réalité. L'un des premiers principes que m'a enseigné mon directeur de thèse, feu le professeur Marc Jeannerod, brillant pionnier de la neurobiologie moderne³, c'est que tout travail scientifique débute par une évaluation précise de la littérature existante. Dans ce cadre, souligner le caractère grotesque de certains discours d'« experts », ce n'est pas exprimer une aigreur vengeresse, c'est poser les bases indispensables d'une réflexion fertile. Si A dit blanc alors que B dit noir, il est fondamental pour chaque intervenant d'analyser le discours de son contradicteur afin, si c'est possible, d'en pointer les faiblesses. Quand A expose les turpitudes de B, il ne fait pas preuve d'une malveillante vindicte ou d'une pitoyable jalousie. Il permet au lecteur de comprendre les termes du débat et d'identifier, parmi les thèses présentes, la plus plausible. Alors, de grâce, que l'on ne vienne pas me parler d'amertume, de méchanceté gratuite, d'aigreur sénile ou de manque de respect⁴. Tous ces sentiments sont parfaitement étrangers à l'esprit de l'ouvrage.

Par souci de clarté, la présente partie sera scindée en trois grands chapitres illustrant chacun un biais et/ou une stratégie de désinformation spécifique. Le premier (« Contes et légendes ») décrit Homo mediaticus et ses fatales faiblesses constitutives. Le deuxième (« Paroles d'experts ») montre combien le label d'expertise est loin, en territoire médiatique, de constituer toujours